

# la nouvelle lettre

Directeur de la publication : Jacques GARELLO

Commission Paritaire : 0118 K 87909 - ISSN : 1951-4727  
Dépot légal : à parution

N°1201 du 10 juin 2014 | [www.libres.org](http://www.libres.org)

Hebdomadaire 1,50€

1981-2014 | 33ème année de parution



## SOMMAIRE DU N°1201

- EDITORIAL** : Un trop plein de vide pp.1-2  
**CONJONCTURE** : Le moral, le légal et le PIB pp. 3-4  
**ACTUALITES** : Hollande a réussi son débarquement p. 4 - Glad to see you... p. 5  
- BNP PARIBAS : une affaire d'Etat ? p. 5  
**DES FORUMS AU MANIFESTE** : p. 6  
**RENDRE LEURS LIBERTES AUX FRANCAIS** : p. 7  
**L'AGENDA LIBERAL** : p. 8

## Un trop plein de vide

Trop plein de candidats pour l'Elysée 2017. Absence totale de leader crédible et vide de la pensée.

C'est l'annonce officielle du « retour de Nicolas Sarkozy » qui m'inspire cet oxymore. Cette nouvelle est d'ailleurs connue depuis plusieurs mois (autre oxymore), mais toute la classe politique et tous les commentateurs font comme s'il s'agissait d'un événement inattendu, capital et salutaire : « Il » revient.

Pour ma part, j'ai pris « l'évènement » comme une triste affaire, mais aussi comme un encouragement pour les libéraux.

L'affaire est triste, et par son contexte, et par son contenu. Le contexte c'est celui de la décomposition de l'UMP,

survenue à propos du scandale Bygmalion. Origine du scandale ? Précisément les tricheries et les folies de la campagne 2012 de Nicolas Sarkozy. Le contexte c'est encore la lutte désormais ouverte entre Juppé et Fillon, et maintenant Sarkozy ; voilà l'UMP trop riche en leaders ! Il est assez risible de voir les ténors de « la droite » compter leurs supporters, présenter leurs équipes, alors que l'on ne sait rien de leurs positions ni de leurs projets : en auront-ils un jour ? Ces braves gens supposent sans doute qu'il suffira d'être « le » candidat en 2017 pour être automatiquement élu contre le candidat du Front National. Toute la manœuvre consiste donc à être le premier de la classe des cancrés. >>

### BULLETIN D'ABONNEMENT

- s'abonne à la formule électronique (format PDF) pour 40 numéros (40 €)  
 envoie une liste de courriels pour un service gratuit de 4 numéros dans le cadre de la formule électronique.

Merci de libeller vos chèques à l'ordre de l'ALEPS et de nous les faire parvenir à l'adresse suivante :

**ALEPS**, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4

M  Mme  Mlle  NOM..... Prénom.....

Adresse .....

Code postal ..... Ville..... Courriel .....

**aleps**

**ASSOCIATION POUR LA LIBERTE ECONOMIQUE ET LE PROGRES SOCIAL**

ALEPS, BP 80026, 13545 Aix en Provence Cedex 4 - Tél. : 01 43 80 55 18

[www.libres.org](http://www.libres.org)

## Un trop plein de vide (suite)

Quel est le contenu politique de la renaissance de Nicolas Sarkozy ? Va-t-il rompre avec ses choix du passé ? En quoi est-il crédible ? En 2007, on attendait Grouchy, on a eu Blücher. Pas la moindre réforme significative : pas de suppression de l'ISF, ni de réduction de la progressivité, pas d'amendement du droit du travail, pas de disparition des 35 heures. Au contraire, une cinquantaine d'impôts nouveaux, un accroissement des déficits et de la dette. « C'est la faute à la crise », a-t-il plaidé. Mais précisément la lecture qu'il a donnée de la crise a été celle de ses conseillers dirigistes et keynésiens. Il s'est fait tout de suite au sein du G9 le champion de la thèse de la « crise de système » : le capitalisme et les marchés financiers étaient les responsables. Il fallait donc « trouver un nouveau système économique ». Alors, en parfait accord avec l'ami Obama, le démocrate héritier de Roosevelt, on a ressorti des cartons le « New Deal » : des dépenses publiques, des déficits records, des dettes infinies. Il aura fallu attendre trois ans et le contre exemple des Allemands pour arrêter le massacre et changer de cap pour aller vers la « rigueur », avec une molle détermination et un mensonge permanent sur l'état de notre pays.

Et que dire encore des gages donnés aux adversaires de la mondialisation ? C'est le « patriotisme économique » de Christian Estrosi qui préfigure le « made in France » de Montebourg. C'est le Grenelle de Jean Louis Borloo, plus vert que les Verts. C'est le choix de Madame NKM comme directrice de la campagne, celle-là même qui a privé les Français (pour quelques années du moins) de l'apport énergétique fabuleux du gaz de schiste. C'est aussi les personnalités promues dans un souci « d'ouverture » : DSK au FMI, Kouchner au quai d'Orsay, Stiglitz et Sen comme conseillers à la prospective, etc.

A aucun moment Nicolas Sarkozy n'a choisi la voie libérale, qu'il a ignorée et parfois même caricaturée. Lequel de ses ministres avait-il la moindre conviction libérale ? Hervé Novelli, artisan de l'auto-entrepreneur, a été limogé au premier remaniement. C'est que tout ce monde de droite, comme le patron, s'est interdit toute approche « doctrinale » et a recherché avec une remarquable efficacité les politiques empiriques, celles des girouettes.

**« Je ne me rase pas le  
matin en pensant à  
Hayek ou à Thatcher »**

Dans ces conditions, je vois mal comment on demanderait aux Français de bien vouloir attendre avec sérénité et confiance le vote de 2017. D'ici là le vide politique. Qu'en pensent les millions de chômeurs, de retraités, de jeunes, qu'en pensent les entrepreneurs et les investisseurs, qu'en pensent les marchés financiers ?

Face à ce vide je crois plus que jamais nécessaire pour les libéraux d'accélérer leur travail : tandis que la classe politique à gauche comme à droite s'occupe de faire le bon choix entre Hollande, Vals, Royal, Juppé, Fillon et, dominant le tout, Sarkozy, nous devons continuer, comme la plupart d'entre nous le font depuis 2012 à parler, à expliquer, à porter le message libéral et à nous organiser pour que la société civile s'exprime, découvre de nouvelles équipes, d'où pourront émerger de nouveaux leaders. Pas de « grand chef » à la tête d'une armée, mais seulement des leaders, dont la mission est d'entraîner les autres vers un objectif commun. D'abord l'objectif, ensuite les leaders.

Manquerions-nous à ce point de confiance en nous, de foi dans le message libéral, pour nous abandonner entre les mains de la classe politique et nous ranger naïvement derrière un grand chef ? La bataille pour la liberté des Français n'est pas encore assez engagée à ce jour. Elle le sera davantage dans les mois qui viennent, lorsque la ruine économique, les tensions sociales, le désordre moral, mettront enfin nos compatriotes sur la seule voie désirable, et inéluctable : le chemin de la liberté.

**« Le message libéral doit  
combler le vide politique »**

**Jacques Garello**

## **LE MORAL, LE LEGAL ET LE PIB**

Au prétexte que l'Italie va introduire dans le calcul de son PIB le trafic de drogue et la prostitution, et que la Grande-Bretagne va faire de même, avec la bénédiction du Parlement européen, on a assisté aux délires habituels, depuis les inventeurs du Bonheur National Brut jusqu'à ceux qui en prennent prétexte pour dénoncer le capitalisme immoral. En fait, la réalité économique n'a rien à voir dans ce débat sur le calcul du PIB, qui n'est qu'un pur produit de la macroéconomie. Mais nos gouvernants veulent nous éclairer, chiffres en mains, et nous dire si nos activités sont conformes à la morale et nous apportent le bonheur.

### **Faut-il tout mesurer en économie ?**

Il y a longtemps, depuis « l'arithmétique politique » au XVII<sup>e</sup> siècle, que les hommes de l'Etat cherchent à quantifier l'économie, soit pour apprécier les bases fiscales et garnir le Trésor royal, soit pour préparer leurs funestes interventions, persuadés que l'économie se pilote d'en haut, mais que le pouvoir politique a besoin de données chiffrées. La comptabilité nationale, dont on prête l'invention à Richard Stone, élève de Keynes, n'a fait que développer cette idée et a pour objet la mesure des « agrégats » grandeurs globales dont le plus beau fleuron est le PIB (Produit intérieur brut).

Mais voilà qu'un scandale vient d'éclater à propos du calcul de ce PIB. Le Parlement européen a fait valoir que tout n'y était pas pris en compte et qu'il fallait notamment y ajouter l'économie souterraine, clandestine et échappant à l'impôt. L'Italie s'est empressée d'appliquer cette idée, car l'économie « informelle » y est estimée à 10,9% du PIB. Le Royaume-Uni veut lui emboîter le pas, rajoutant ainsi à son PIB 1% et 12,3 milliards d'euros. Les Suédois ou les Espagnols vont faire de même. Donc, soudainement, les performances de certains pays en matière de croissance vont faire un sérieux bond en avant et les gouvernants pourront en tirer gloire.

La vertueuse France, dont on connaît le comportement exemplaire, a expliqué, via l'INSEE qu'elle ne mangeait pas de ce pain-là, s'agissant d'activités illégales, comme la dépendance des utilisateurs de drogue ou l'esclavage sexuel.

### **Ce que le PIB mesure**

A vrai dire, quelle mesure le PIB est-il sensé donner ? Le PIB mesure les transactions volontaires entre agents économiques, qui se passent sur un marché « officiel ». C'est la valeur que les gens donnent aux produits et aux services rendus. Ici naît une première difficulté : il y a de faux prix, ne reflétant pas les raretés et les choix, mais fixés arbitrairement par l'Etat. Il y a aussi des manipulations dues aux subventions, aux impôts, ou des fixations administratives de salaires ou taux d'intérêt.

Une autre difficulté vient de l'appréciation de la valeur desdits « services publics » : quelle est la valeur d'un service rendu par un agent de l'Etat, puisqu'il n'y a pas de marché de la police ni de la justice ni de la plupart des activités qui requièrent le recours aux administrations ? Donc, faute de prix, on évalue ce PIB « non marchand » à son coût de production. C'est évidemment tout à fait arbitraire, car il suffit, par exemple, d'augmenter le salaire des fonctionnaires pour que comptablement la valeur de ces services augmente, quelle que soit l'opinion des usagers.

### **Ce qu'il ne mesure pas**

Mais il y a aussi tout ce que le PIB ne mesure pas. C'est le cas de la production domestique, dont le regretté Gary Becker avait expliqué l'importance. Car les ménages ne consomment pas des produits, mais des services qu'ils produisent largement eux-mêmes, en utilisant des biens d'équipement et des consommations intermédiaires, grâce à leur activité domestique, depuis le ménage et la cuisine, jusqu'au fait de conduire sa voiture ou d'élever ses enfants. Les services sont dans le PIB s'ils sont vendus sur un marché (restaurant, femme de ménage, taxis, etc.) et n'y sont plus dès que les ménages les produisent pour eux-mêmes. On mesure ce que les ménages achètent comme consommation intermédiaire (par exemple les produits alimentaires), mais pas la valeur du repas lui-même, qui intègre le temps passé, les qualités du cuisinier, etc. Mais comment les mesurer ? Au prix des substituts marchands ? Mais quelle est la valeur du temps passé par les parents à veiller sur un enfant malade ? Peut-on l'évaluer au tarif horaire d'une nounou ? Qu'en est-il de toutes les activités bénévoles des associations, des clubs-services, des organismes caritatifs ? Le fait que ce soit bénévole n'enlève pas la réalité de ces services.

### **L'économie souterraine**

Il y a ensuite l'économie souterraine et c'est sur ce point que le débat s'est ouvert récemment. On comprend les difficultés d'évaluation, puisqu'elle est dissimulée. Mais il y a aussi l'ignorance du prix : le prix de la drogue n'est pas le même si elle est autorisée, comme dans certains pays, ou si elle est interdite, comme dans d'autres ; la clandestinité modifie le prix. D'ailleurs, les estimations varient beaucoup et par exemple l'Institut >>

## Le moral, le légal et le PIB (suite)

Molinari conteste les chiffres officiels et évalue l'économie souterraine en Europe à 19,3% du PIB. Dans certains cas les choses sont encore plus ambiguës : la prostitution n'est pour l'instant pas mesurée en France dans le PIB, tout en étant légale (c'est le racolage et le proxénétisme qui sont illégaux) et alors même que l'Etat impose les prostituées en « évaluant » leur activité (il devient ainsi le premier proxénète de France !) Les produits échangés sur le marché noir sont donc d'une valeur aussi discutable que les produits non marchands.

### Valeur marchande ou valeur morale ?

Actuellement, le PIB mesure l'activité des agents économiques, ménages, entreprises, administrations. Même si cette mesure n'a pas une grande signification puisque seuls les produits marchands ont (théoriquement) une valeur mesurable, elle ne prend pas en compte la moralité des agents économiques et de leurs activités. Ce n'est évidemment pas à la comptabilité nationale de porter quelque jugement moral que ce soit. On peut trouver tout à fait immorale la prostitution ou la drogue, mais c'est une réalité économique qu'il faut cerner. D'ailleurs tout le monde a-t-il la même conception de la morale ? Comment traiter les consommations frappées d'interdits religieux, comme l'alcool, immoral chez les musulmans, ou la viande de porc ?

Le PIB n'est pas un concept moral ou immoral, seuls les choix personnels ont une dimension morale. C'est là qu'apparaît la perversion du système de mesure. Tous les « moralisateurs » du PIB, comme la commission Stiglitz mise en place en France par Nicolas Sarkozy pour réformer le calcul du PIB, veulent nous imposer leur conception du bien et du mal. Ils vont même jusqu'à proposer un indice de BNB, bonheur national brut, une vieille lune déjà proposée par le club de Rome dans les années 1950.

### Mesurer est le fait des économies de commandement

Dans une économie de marché, c'est au client de mesurer la valeur qu'il accorde aux services, pas à l'Etat, car la valeur est toujours subjective ; vouloir la rendre objective, c'est nier les choix individuels. Parallèlement, c'est aussi au client d'apprécier la moralité de ses choix, et non à l'Etat de définir un ordre moral, en dehors de la protection des droits fondamentaux des personnes. En réalité, chercher à mesurer de manière macroéconomique la production n'a de sens que dans une vision interventionniste de l'économie, pour qu'un plan formel ou informel puisse « guider l'action de l'Etat » : c'est la logique d'une économie de commandement, par opposition à une économie de libertés.

De la sorte, les polémiques récentes sur le PIB sont simples querelles entre étatistes.

**Jean Yves Naudet**

## Hollande a réussi son débarquement

*Des discours de bonne tenue, une manifestation bien réglée*

Cela suffira-t-il à faire remonter sa cote de popularité ? Toujours est-il qu'aux yeux de la plupart des Français aux yeux rivés sur la télévision pendant deux jours, le Président a été plutôt bon et le déroulement des manifestations a été plutôt réussi. Nous ne ménageons pas ici nos critiques à l'égard de François Hollande pour ne pas reconnaître qu'il a fait bonne impression, non seulement sur les délégations étrangères mais aussi sur le peuple de France.

Il a d'abord eu l'habileté d'associer la population civile au drame de juin 1944. Davantage de civils que de militaires tués, des villes rasées, mais aussi les victimes innocentes d'exécutions sommaires perpétrées par certaines troupes d'occupation. Il y a eu en-

suite le soin qu'il a apporté à mettre en cause les nazis, sans faire allusion à l'Allemagne : ce n'était pas le moment de réveiller des querelles sanglantes mais effacées. Bien au contraire, c'est sur les perspectives d'une Europe unie, comme l'avaient voulue Adenauer, Gasperi et Schuman, qu'il a insisté, condamnant le renouveau des nationalismes stupides et des souverainismes étroits.

Associer la jeunesse à la génération des héros de Normandie a été aussi une bonne chose. Le lien tissé entre les deux aura été celui de la liberté et l'amitié franco-américaine a été évoquée et célébrée à la lueur de la torche de cette statue qui affirme aussi l'exigence d'un état de droit.

La Reine Elizabeth II a apporté

une touche de digne simplicité tout au long de ces heures, et elle a évoqué avec raison et humour l'interdépendance des jeunes des deux côtés de la Manche. Elle a dit aimer Paris, Paris le lui a bien rendu. Il n'est pas jusqu'à Poutine et Porochenko pour avoir été touchés par la grâce de Normandie. On dit qu'un armistice réparateur, voire même une paix durable, pourrait sortir de cette rencontre, où l'on a vu la Chancelière s'activer auprès des uns et des autres : l'Est et l'Ouest elle connaît et elle est réellement la référence des leaders européens, quoi qu'on en pense en France. Ainsi, il y a des temps de pause historique où la société politique joue dans un registre qui devrait être toujours le sien : défendre la liberté et unir les peuples entre eux. •

## Glad to see you...

*C'est la formule de politesse échangée avant l'invocation pour la paix*

« Heureux de vous rencontrer », dit Shimon Peres, « Heureux de vous rencontrer également » répond Mahmoud Abbas. Et les deux présidents de se donner l'accolade sous l'œil bienveillant du Pape François. Cette rencontre restera dans l'histoire, peut-être pas pour ses effets immédiats, mais en tant que symbole fort de l'humanisme spirituel. C'est dans l'invocation commune, prolongée par la plantation de quatre oliviers, qu'ils ont cherché la voie de la paix.

Certes, il ne faut pas rêver et le conflit israélo-palestinien n'est pas réglé, tant s'en faut. Le processus de paix est en panne depuis plusieurs mois et les pressions américaines n'ont rien pu y faire. Shimon Peres ne sera plus Président d'Israël dans quelques jours et sera remplacé par Reuven Rivlin, membre du parti du Likoud, adversaire de la création de l'Etat Palestinien, moins conciliant que

le Premier Ministre Benjamin Netanyahu, qui savait au minimum sauver les apparences. Il n'y aura aucun changement diplomatique positif dans les mois à venir. Mais ce n'était pas ce qu'attendait le Pape François. Son objectif était tout autre : rappeler que la famille humaine composée des Chrétiens, des Musulmans, des Orthodoxes et des Juifs avait en commun la foi en Dieu et se réclamait globalement du Décalogue. Certes la Bible, les Evangiles et le Coran ont traduit le Décalogue en règles de vie fort différentes, notamment en ce qui concerne les devoirs de la personne humaine, mais le mystère de la foi fixe les limites de la raison humaine et reconnaît la puissance divine dans la création. A la question, « l'homme peut-il se passer de Dieu » la réponse est assurément « non ». Est-ce une base suffisante pour engendrer la com-

préhension entre les peuples ? On a pu le croire à certaines périodes de l'histoire, et il suffit d'évoquer la dette intellectuelle de Saint Thomas d'Aquin à l'égard de « son maître » Avicène. Puis les mauvais temps de l'histoire ont inscrit haine et violence dans les rapports entre religions. Il y a eu les guerres de religion, mais il y a eu aussi les guerres, encore les guerres, portant au premier rang de leurs nations ceux qui rêvaient pouvoir, hégémonie, voire génocides. C'est certainement un tournant de l'histoire que le Pape François a tenté d'amorcer. Il a suivi dans cette voie l'initiative de Jean Paul II à Assise. Mais la tâche est immense, d'autant plus que d'autres cultures rejettent ou relativisent la présence de Dieu dans la société des hommes. Pour assurer le succès de cette tentative, il ne reste plus aux croyants qu'à prier, à prier encore, à prier toujours. •

## BNP PARIBAS : une affaire d'Etat ?

*François Hollande n'a rien obtenu d'Obama. Pouvait-il en être autrement ?*

Ignorent-ils les principes généraux du droit, ou feignent-ils de les ignorer ? Le Président et ses ministres, en particulier Michel Sapin, ont roulé les mécaniques : comment les juges américains pourraient-ils se permettre d'infliger une pénalité de 10 milliards de dollars à une banque française ? On va voir ce qu'on va voir. Et on a vu : rien du tout.

Un premier principe du droit international privé est celui de la nationalité des normes : en France on se plie au droit français, aux Etats Unis, on se plie au droit américain.

Un deuxième principe, de droit constitutionnel celui-ci, est la séparation des pouvoirs et en particulier l'indépendance des magistrats à l'égard de l'exécutif. Il est

vrai qu'en France la Constitution de la 5ème République n'est pas très regardante ni sur le principe ni sur son application. Aux Etats-Unis, les magistrats sont d'autant plus indépendants et libres qu'ils ne doivent aucun compte à l'administration fédérale ou à la classe politique. Seule la Cour Suprême au niveau fédéral peut être influencée par la Maison Blanche qui nomme (à vie) les membres de cette Cour. Pour l'essentiel, les juges sont élus et la concurrence est ardente, arbitrée par les justiciables. Voilà pourquoi Obama s'est contenté de répondre en une phrase à François Hollande : aux Etats Unis la justice ne dépend pas de la Présidence.

Fort savamment, Michel Sapin,

ministre de l'Economie, a déplacé le débat pour le porter sur « la raison d'Etat » : la décision des juges américains porte atteinte à la vie économique des Français, car BNP Paribas condamnée, c'est une grande entreprise qui court des risques et, au-delà, c'est tout le système de crédit français qui risque d'exploser ! Cet argument a sans doute encore moins de poids que les autres, car d'une part il est démesuré et justifierait une ingérence permanente de la France dans les affaires américaines et, d'autre part, il participe d'une philosophie que les Américains et la plupart des peuples libres ne connaissent pas : c'est l'Etat qui accorde et contrôle le crédit. La Gosbank au service du Gosplan. •

## Des Forums au Manifeste



Au cours de l'Assemblée générale de l'ALEPS, en ce mercredi après midi 11 juin, j'aurai l'occasion de présenter à nos adhérents et à nos amis le bilan de notre activité depuis l'an dernier. Voici l'essentiel de ma présentation.

L'année écoulée a été difficile et stimulante. Difficile parce que nos moyens financiers

sont toujours dérisoires par rapport à la grandeur de la cause que nous servons, et par rapport aux soutiens dont bénéficie la pensée unique. Ainsi avons-nous renoncé à publier une Nouvelle Lettre imprimée, ce qui a divisé par six le coût de sa fabrication. Cette mutation, la première depuis 33 ans, a été un vrai déchirement pour moi et pour l'équipe de rédaction. Mais ce sacrifice a permis aussi de mesurer la fidélité et la solidarité de nos lecteurs, puisque les deux tiers d'entre eux ont accepté le nouveau système.

Elle a été stimulante pour des raisons de fond. Nous avons assisté à l'effondrement de la majorité actuelle, mais hélas aussi de l'opposition. La classe politique actuelle s'est totalement discréditée, tandis que l'on a assisté au réveil de la société civile et à la renaissance des idées libérales. Certains de nos thèmes favoris et de nos expressions courantes sont passés dans le langage quotidien. On entend dire que « trop d'impôt tue l'impôt », on se réfère à « l'économie de l'offre », on ose affirmer que « l'entreprise crée la richesse », que les riches servent à quelque chose, etc. Ce n'est qu'un frémissement, mais une fois les chocs électoraux amortis, on reparlera du libéralisme, même dans la version « ultra » que nous présentons ici avec fierté. Désormais les gens ne cherchent plus la solution du côté de l'Etat. Comme le disait Reagan, l'Etat n'est pas la solution c'est le problème.

Cette année a été stimulante également parce que nous avons innové. Certes nous avons abandonné les Universités d'Été à Aix, au moins pour l'instant. Mais nous les avons en fait éclatées en « forums ». Des débats nombreux sur les questions d'actualité se sont déroulés à Bordeaux, Marseille, Aix, Toulon, Grenoble, Paris : plusieurs dizaines de personnes ont eu l'occasion de se rencontrer, de reprendre espoir et d'aller vers un public nouveau, souvent de jeunes. Peu importe l'étiquette, peu important les organisateurs, ce qui importe c'est qu'on parle de l'emploi, de l'entreprise, des « inégalités », de la Sécurité Sociale, de la mondialisation, de la finance, etc. et d'en venir aux idées de la liberté. Dans bien des cas nous avons réussi à associer à nos initiatives des entrepreneurs et des organisations professionnelles.

Maintenant, nous nous tournons vers un autre mode d'action. Nous voulons donner un écho bien plus large à nos initiatives. Nous voulons lancer un pavé dans la mare politique : c'est le Manifeste, dont nous allons discuter du contenu et de sa diffusion. Le calcul est le suivant : il reste environ deux ans utiles pour persuader les électeurs qu'un changement de système s'impose, qu'il faut en finir avec les réformettes et la démagogie et que seuls mériteront désormais nos suffrages ceux qui acceptent le libéralisme, dans toute sa dimension, avec tous ses bienfaits. Pourquoi les Français seraient-ils éternellement condamnés à des votes de protestation, à des votes de résignation ? Ce peuple n'aurait-il pas, à son tour, droit à la révolution libérale, comme d'autres peuples dans le monde entier, qui ont pu se libérer des chaînes de l'Etat Providence et sortir de la crise économique, sociale et morale ? Le Manifeste ouvre la seule voie praticable : la route de la liberté.

Ce Manifeste est destiné à recueillir des centaines de signatures de personnalités de la société civile mais aussi de la société politique. L'impact devrait être considérable dans le grand public, jusqu'à ce que les Français se disent : le libéralisme, pourquoi pas ? Ils n'ont en effet aucune notion ni aucune expérience de ce qu'est un programme libéral ni une société de libertés. Voici l'offre politique nouvelle que tout le monde attend et qui réunira cette large majorité silencieuse de nature à élire de nouvelles équipes, de nouveaux leaders, rompant avec le socialisme, source de tous nos maux depuis plus d'un demi-siècle.

**Jacques Garello**

# ***Rendre leurs libertés aux Français***

La situation de notre pays est grave : une faillite économique indigne d'un grand pays qui a pu servir de modèle dans un lointain passé, grâce aux talents de ses habitants, à leur traditions, à leur goût de l'effort ; mais aussi des tensions sociales très vives qui créent dans la vie de chacun un sentiment d'inquiétude et même de crainte ; mais encore une crise morale qui menace la famille, l'école et la vie publique et banalise l'irresponsabilité, la violence et la corruption.

Considérant cette situation tragique, les signataires du présent Manifeste estiment de leur devoir d'affirmer leurs convictions et de proposer les directions qu'il conviendrait de prendre pour rendre aux Français non seulement plus de prospérité, plus de confiance, mais aussi un environnement plus harmonieux pour leur vie de tous les jours. Nous le faisons avec l'espoir de réunir autour de ces perspectives nouvelles un grand nombre de nos concitoyens.

La racine de tous nos maux nous paraît évidente : la France est devenue malheureusement une sorte de laboratoire du socialisme et tous les gouvernements qui se sont succédé ont enfoncé le pays dans cette voie, qu'ils se disent de droite ou de gauche. L'expérience nous apprend que partout et toujours dans le monde, le socialisme se traduit par des échecs éclatants et des drames humains. La même expérience nous enseigne qu'en France comme ailleurs il est possible de restaurer l'efficacité, la confiance et l'harmonie quand on a la volonté et le courage de rompre avec des politiques à courte vue, démagogiques et incohérentes, comme celles de nos gouvernants depuis des décennies et comme celles de l'actuel président et de l'actuel gouvernement. Cette expérience ne fait d'ailleurs que conforter ce qu'un raisonnement rigoureux permet facilement de comprendre : lorsque les êtres humains sont libres d'agir, de travailler, d'entreprendre, d'innover, de disposer du fruit de leurs efforts et de leurs apports, ils peuvent réaliser leurs projets et la prospérité en est une conséquence nécessaire. Mais lorsqu'ils sont écrasés d'impôts, paralysés par des réglementations innombrables, complexes et toujours changeantes, contraints dans leur vie privée, leur vie professionnelle, leurs capacités à agir et leurs motivations sont détruites.

Le socialisme étant la cause de tous nos maux, une solution s'impose : Sortir du socialisme, c'est-à-dire rendre leurs libertés aux Français, en réduisant de manière rapide et profonde tous les prélèvements obligatoires confiscatrices et en supprimant un grand nombre de lois et réglementations, ce qui implique une redéfinition des missions de l'Etat et de la place de la politique dans la société.

Malgré une culture de l'interventionnisme étatique très répandue en France, les esprits commencent à s'éveiller et à comprendre qu'un autre système s'impose. Avant la dernière élection présidentielle, de nombreuses personnalités avaient signé un Manifeste pour proclamer que François Hollande possédait les bons instruments pour sortir la France de la stagnation. Par contraste, la pensée unique avait réduit au silence ceux qui comme nous mettaient les Français en alerte. Aujourd'hui nous aurons plus de chances d'être écoutés, en dépit du tintamarre de la société politique. Il était donc urgent pour nous de redire dans ce Manifeste qu'il n'y a qu'une seule voie ouverte et désirable : le chemin de la liberté.

Ce Manifeste est ouvert à votre signature. Il sera présenté à la presse dès que possible.



## L'ÉTHIQUE DE L'ENTREPRENEUR

21<sup>e</sup> colloque du Centre d'éthique économique  
**Judi 19 juin et Vendredi 20 juin**  
salle des Actes de la Faculté de Droit d'Aix en Provence

### CENTRE DE RECHERCHES EN ÉTHIQUE ÉCONOMIQUE

Secrétariat du colloque : Françoise Bensakkoun - Téléphone :  
04.42.17.28.73 - Télécopie : 04 42 17 28 59  
e.mail : francoise.bensakkoun@univ-amu.fr ou fdsp-centre-ethique@univ-amu.fr  
site internet : www.centre-ethique.univ-cezanne.fr



## Jeunes et Entreprises : Comment faciliter l'insertion ?

Le jeudi 19 juin 2013 de 9h00 à 12h30

Salle Victor Hugo – Assemblée Nationale – 101 Rue de l'Université 75007 Paris

Voici un nouveau colloque organisé par le groupe d'élus entrepreneurs constitué autour d'Olivier Dassault et Jean Michel Fourgous.

Le colloque se déroule en deux tables rondes. Sur le premier thème « Comment former nos jeunes à réussir dans un monde en pleine mutation ? », on relèvera la participation de Denis Payre, chef d'entreprise, président de « Nous Citoyens ». Cet authentique libéral a présenté des listes aux élections européennes, dont les scores sont meilleurs que ceux de Lutte Ouvrière ou autres groupuscules régulièrement invités dans les médias.

Contact : 01 40 63 67 78 ou [vhacke@generation-entreprise.fr](mailto:vhacke@generation-entreprise.fr)



EUROPEAN RESOURCE BANK 2014  
Reforming Europe for the 21<sup>st</sup> century

**Aix en Provence**  
**25-27 juin 2014**



Rejoignez la onzième édition de l'European Resource Bank et retrouvez les dernières réalisations et annonces des projets des Centres, instituts, Universités, revues, Journaux, qui vous seront présentés notamment par quelques intervenants célèbres comme Gérard Bramoullé, Pierre Garelo, Alain Madelin et Pascal Salin (pour la France), Pierre Bessard (Suisse), Christ Butler, Tom Palmer et Fred Smith (Etats Unis), Michel Kelly-Gagnon (Canada), Barbara Kolm (Autriche), Sascha Tamm (Allemagne), James Bartolomew (Angleterre), Carlo Stagnaro (Italie).

Informations complètes et inscriptions sur le site <http://europeanresourcebank.com>



**avec le concours de**  
**l'ALEPS, Contribuables associés, Liberté Chérie, l'Institut Coppet, l'iFRAP, l'IREF et**  
**Alternative Libérale**

Du 4 juillet 2014 au dîner au 6 juillet au déjeuner  
Hôtel Caliceo à Saint-Paul-Lès-Dax

## Services privés, service public

Retrouvez le programme détaillé de ce 6<sup>ème</sup> Weekend de la Liberté dans la dernière Nouvelle Lettre ou reportez-vous dès maintenant à [www.bastiat.net](http://www.bastiat.net) ou [cercle.bastiat@gmail.com](mailto:cercle.bastiat@gmail.com) ou au 05 59 45 36 47